



## ASSEZ D'INFLATION ! NOUS DEVONS IMPOSER L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES

*Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout. Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.*

*02 Octobre 2023, Gustave Roussy*

### COUPS ET PROPAGANDE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail ! Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit. Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas. C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

### LA LUTTE EST A L'ORDRE DU JOUR

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux

États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas. Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- 400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;
- pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;
- lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

## **SEPTEMBRE EN OR, UNE AFFAIRE EN OR**

Le mois de septembre a été l'occasion de mettre en lumière les cancer pédiatriques. Opération louable, mais aussi bien rentable pour redorer l'image des patrons de la grande distribution comme chez Casino qui offre la possibilité aux clients de faire un don en arrondissant leur paiement. Faire reposer les dons sur les clients qui parfois galèrent déjà à finir leur fin de mois, plutôt que sur les patrons ou les actionnaires, tout un programme.. Mais ne pourrait-on pas aussi imaginer un système de santé qui ne repose pas sur les dons privés pour fonctionner?

## **BUDGET DE L'ASSURANCE MALADIE 2024 : UNE HAUSSE EN TROMPE L'ŒIL**

Le 27 septembre, le gouvernement a présenté son projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2024. Un document qui brille par les 1001 manières de faire des économies sur le budget de la santé que compte déployer le gouvernement, malgré un budget en hausse apparente. Ne nous laissons pas aveugler : si le budget accordé à l'Assurance maladie, et donc aux établissements de santé, passe de 244 milliards à 252 milliards, cette hausse de 2,4 % ne compense pas l'inflation de 5%, pour cela il faudrait atteindre 256 milliards minimum, et elle fait fi du vieillissement de la population.

## **CLAUSE DE SAUVEGARDE..DES PROFITS !**

Dans le PLFSS, on trouve aussi la réforme de la « clause de sauvegarde ». Cette clause consiste à prélever une part des bénéfices des entreprises pharmaceutiques sur leurs ventes de médicaments en ville et en hôpitaux dès lors qu'ils dépassent un certain seuil fixé par rapport au chiffre d'affaire de l'année précédente. En 10 ans, le gouvernement aura repoussé ce seuil de 100 millions à... plus d'un milliard d'euros avant le déclenchement de cette clause ! Un beau cadeau en faveur des industriels des médicaments donc, qui vont de toute évidence reverser leurs 1 milliards et quelques de bonus à leurs actionnaires.

## **PRIX DES MÉDICAMENTS : TOUT ET SON CONTRAIRE**

Le gouvernement a accepté de renégocier cette clause avec les industriels du médicament en échange "d'éventuelles baisses du prix des médicaments"... mais sans aucune garantie! Car ces industriels se plaignent déjà que les prix sont trop bas pour eux en France, et quand on regarde le récent rapport du Sénat sur la question, il préconise aussi une.. hausse du prix des médicaments! Nous prendrait-on pour des billes ?

## **AGNÈS FIRMIN ET LES 40 MESURES**

La ministre déléguée chargée des Professions de santé a proposé un plan pour la protection des soignants. Alors que plus de 60% des infirmières déclarent avoir déjà subi une agression, la solution du gouvernement est essentiellement d'accroître les sanctions pénales. Certes il y a bien un volet sur la formation des personnels hospitaliers à la gestion de ces situations, mais rien n'est dit sur le budget prévu pour ces formations dans un contexte de baisse des budgets. Et on imagine bien le contenu : restez calme, se maîtriser.. Merci des conseils ! Mais on apprécierait que l'organisation du travail soit pensée en conséquence, parce qu'avec le glissement des tâches, l'urgence incessante et le manque de personnel chronique, même un maître yogi aurait du mal à faire face, en plus, à des conflits avec les patients ! Seule l'augmentation durable des moyens permettra au système de santé de réduire les tensions!

## **FERMETURES DE SERVICES D'URGENCES : LES MOBILISATIONS SE MULTIPLIENT**

Ils étaient 1500 manifestants à Feurs, au printemps. 6000 à Langres, fin septembre. Et samedi dernier, 30 septembre, ce sont près de 1000 personnes qui sont montées à la préfecture à Quimper pour s'opposer à la fermeture nocturne des Urgences de Carhaix. Une politique d'austérité, menée partout en France, aux conséquences dramatiques. À Carhaix, une personne âgée et une petite fille de 6 mois sont décédées en septembre, faute d'avoir été prises en charge à temps. À la manifestation samedi, seule réponse du gouvernement : des gaz lacrymogènes. Contre cette casse de l'hôpital, la mobilisation des habitants et des hospitaliers doit s'amplifier. Leurs économies, nos morts !

## **« A VERSAILLES, ÇA COULE À FLOTS ; À MAYOTTE, ON MANQUE D'EAU »**

C'est ce qu'a écrit une des manifestantes mercredi 27 septembre contre la pénurie d'eau qui frappe l'île de l'océan indien. Les mahorais protestent à l'appel de « Mayotte a soif », et sont conscients que le problème n'est pas seulement un défaut de précipitation. Leur manifestation s'est acheminée vers la Mahoraise des eaux qui relève du groupe Vinci. L'usine de dessalement qu'elle gère ne produit qu'un tiers des volumes promis lors de sa construction en 2018, et un tiers de l'eau du réseau d'eau théoriquement potable est perdu par les fuites.

mail:	<a href="mailto:npa94.cachan@gmail.com">npa94.cachan@gmail.com</a>
insta:	<a href="#">npa.cachan</a>
facebook:	<a href="#">npacachan</a>
twitter:	<a href="#">F_Hopital</a>